

Déclaration CDEN du 3 octobre 2018



Dans le système Blanquer, il faut revenir aux fondamentaux (à savoir les + et les -).

Il y a trop d'enseignants, il faut en supprimer.

Il y a trop d'administratifs, il faut encore en supprimer.

Il y a trop de fonctionnaires, CAP 2022 permettra de les remplacer par des contractuels.

Il y a trop de CIO. Il faut tout supprimer (451) mais une ancienne loi nous oblige à en laisser un par département. Les dysfonctionnements très récents de Parcoursup montrent pourtant leur présence indispensable.

Il y a trop d'agents publics dans les Dronisep (directions régionales de l'Onisep). La loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » acte le démantèlement du réseau national de l'ONISEP et annonce le transfert des missions des délégations régionales de l'Onisep aux régions.

Il y a trop d'académies, il faut les fusionner rapidement (pour janvier 2020).

Il y a trop d'élèves dans le secondaire (+3% en 10 ans). Il faut augmenter les effectifs/classe.

Le dispositif PDMQDC, reconnu efficace, n'est pas une proposition du gouvernement Macron. Il faut le remplacer par le CP à 12 en Rep+.

Il y a trop de téléphones, il faut une loi pour les interdire.

Il y a trop de fonctionnaires au ministère des sports (-30 millions dans le prochain budget, 1600 conseillers techniques sportifs fonctionnaires qui risquent de basculer au privé).

Les enseignants ne travaillent pas assez, on va leur imposer plus d'heures supplémentaires.

Ils ne font pas assez d'évaluations et ne connaissent pas leurs élèves. On leur en imposera en CP et 6ème pour commencer, puis en CE1 et seconde.

Les programmes sont mal faits, on va les corriger pendant l'été.

Le primaire est évalué négativement par les tests internationaux. On rappelle aux enseignants les 4 points fondamentaux par mail.

Il n'y a pas assez d'AVS/AESH pour s'occuper des enfants en situation de handicap. On va réduire les heures / enfant.

Il y a trop de bacs. On va réformer le bac en supprimant les filières de la voie générale, sans concertation et de façon bâclée.

En LP, le bac-pro GA ne correspond plus aux attentes. Il faut le supprimer.

En conclusion, il devient très difficile de voir le verre à moitié plein avec ce ministère ...

C'est avec consternation et incompréhension que les organisations syndicales FSU, UNSA-Éducation, SGEN-CFDT ont découvert les annonces budgétaires pour l'année 2019 enterrant de fait la priorité à l'Éducation nationale.

Avec 2 650 postes d'enseignant·es et 400 de personnels administratifs supprimés, c'est une nouvelle dégradation des conditions d'études des élèves et de travail des personnels qui est programmée.

Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif.

Les organisations dénoncent ces suppressions d'emplois dans un contexte d'augmentation démographique. La « priorité au primaire » ne peut pas se faire par un redéploiement de moyens.

Elles demandent au gouvernement de renoncer à ce projet et appellent les personnels de l'Éducation nationale à une journée de grève le 12 novembre prochain. Elles appellent toutes les organisations syndicales de l'Éducation nationale à rejoindre cette action.